

C'est un autre aspect de cette dure réalité que le ministre des Finances préfère ignorer.

On a souvent dit, à la Chambre et ailleurs, que le manque de logements à louer, particulièrement dans nos centres urbains, était devenu critique. Dans de nombreuses collectivités du Canada, la proportion d'appartements vacants est inférieure à 2 p. 100, alors que, selon le président de l'Association canadienne de l'habitation et du développement urbain, le maintien d'un marché normal exigerait un taux minimal de 4 à 5 p. 100. Pour atteindre ce but, il faut en moyenne 70,000 nouveaux logements à louer tous les ans. Or, cette année, le nombre de mises en chantier dans ce domaine est tombé à moins de la moitié de ce chiffre. Dans son budget, le ministre ne propose presque aucune mesure pour palier cette pénurie d'appartements à louer. La crise que nous traversons cette année se transformera en catastrophe l'an prochain, particulièrement dans nos métropoles. Voilà encore un autre aspect de cette implacable réalité.

On attendait cette année du programme de logement rural et autochtone, présenté avec tant de battage l'an dernier, 10,000 nouveaux logements particulièrement dans les régions où le secteur privé n'a jamais reçu de stimulants pour se lancer dans les programmes de logements ou n'en a jamais pris l'initiative. En vertu de son propre programme, le gouvernement devait fournir 10,000 unités de logements cette année, mais selon les chiffres dont on dispose, seulement 400 unités ont été mises en chantier jusqu'ici. Qu'arrivera-t-il aux 9,600 autres familles? Il est bien évident que le ministre des Finances s'en désintéresse. C'est un autre aspect de la dure réalité.

On pourrait être tenté de considérer ces chiffres comme des données purement scientifiques s'ils n'étaient pas directement liés au facteur le plus important de notre vie, la façon dont les Canadiens sont logés. Mais ces chiffres sont un signal d'alarme que même un gouvernement aussi obtus que le gouvernement actuel devrait remarquer, puisque la pénurie de logements et l'insuffisance déplorable des logements locatifs ne font qu'augmenter, au lieu de diminuer. Mais le gouvernement préfère feindre d'ignorer ce signal d'alarme. Les mesures concernant le logement prévues dans le budget ne font que confirmer son manque de préoccupation et même de discernement à l'égard des problèmes qui prolifèrent pendant qu'il remet tout à plus tard.

Tout comme les acheteurs de maisons, les constructeurs et les économistes, de fait, tous les Canadiens bien pensants, je suis indigné que le gouvernement ait présenté dans le budget des mesures aussi insuffisantes lorsqu'il aurait fallu à tout prix prendre des mesures de grand envergure. Le gouvernement est-il tellement aveugle qu'il ne comprend pas l'importance de la crise? Ne comprend-il pas les éléments du problème: la pénurie de fonds hypothécaires, le coût élevé de l'argent, le coût des terrains et les effets étouffants de la réglementation bureaucratique? Étant donné que le problème est flagrant, pourquoi le gouvernement fausse-t-il la situation en proposant des mesures qui manquent de réalisme?

Le ministre d'État chargé des Affaires urbaines se leurre depuis si longtemps qu'il ne se rend même pas compte des déclarations trompeuses qu'il fait. Vendredi dernier, il a déclaré en paroles ronflantes, dans un style propre à Churchill, que «jamais, depuis que le gouvernement fédéral existe, les programmes d'habitation n'ont connu tant de succès dans la catégorie de revenu visée». Que dire, cependant, des personnes qui ne font pas partie de ce que le ministre appelle la catégorie visée? Sur les 230,000 nouvel-

Budget—M^{me} MacDonald

les familles qui auront besoin d'une maison cette année, combien font partie de la catégorie visée? Sur le million de familles canadiennes qui n'ont pas de logement convenable, combien sont dans la catégorie visée? Et quel est le pourcentage de familles admissibles dans la catégorie de revenu visée, pour reprendre les termes du ministre?

Le soir du budget, le ministre des Finances a promis que le ministre d'État aux Affaires urbaines nous donnerait le détail des crédits supplémentaires affectés au logement par programme et par province. Je croyais que ce dernier allait le faire lorsqu'il a pris la parole, mais il n'en fut rien. Et de nombreux Canadiens se demandent aujourd'hui si, d'après les critères du ministre, ils entrent dans la catégorie de revenu visée.

Le ministre a reconnu un peu tard que certains de ses programmes instaurés à la hâte ne marchaient pas, même pour les gens qui font partie de la catégorie de revenu visée, quels qu'ils soient. Prenons le programme privé d'aide à l'acquisition d'une maison par exemple. Le ministre reconnaît ses lacunes et cherche maintenant à attribuer la responsabilité de son échec à l'opposition. Il prétend que le programme n'est en application que depuis deux mois. La mesure législative a reçu la sanction royale le 26 mars dernier. Pour quiconque sait compter, sauf pour le ministre, le programme est donc en vigueur depuis trois mois. Le retard existe uniquement dans l'esprit du ministre ou de ses fonctionnaires.

A plusieurs reprises, le ministre a déclaré que l'adoption de la mesure concernant le programme privé d'aide à l'acquisition d'une maison avait été retardée par le comité, mais j'aimerais faire une mise au point. Cette mesure législative qui, selon le ministre, doit revitaliser l'industrie de la construction résidentielle a été présentée à l'étape de la deuxième lecture à la Chambre le 27 janvier, où elle n'a été débattue que pendant quatre jours, mais elle n'a pas été renvoyée au comité avant le 27 février. Le comité ne s'est réuni en tout que six fois entre le 6 mars et le 20 mars. Certaines séances devaient permettre d'entendre des témoins susceptibles de fournir des renseignements utiles, renseignements qu'on ne pouvait obtenir du ministre ni du président de la SCHL.

Le ministre se plaint du retard, mais n'a-t-il pas tardé lui-même à expliquer le bill aux institutions de prêt afin qu'elles puissent se préparer à en profiter immédiatement? Si le ministre d'État aux Affaires urbaines avait cherché vraiment sérieusement à faire valoir le bill auprès des institutions de prêt, sans vouloir le vexer, j'estime qu'il aurait dû persuader le ministre des Finances des avantages et de l'urgence de ce programme. Ils auraient pu alors aller voir ensemble les institutions de prêt, mais ils ne l'ont pas fait. Ils ont préféré agir chacun de son côté en ce qui concerne le programme privé d'aide à l'acquisition d'une maison. Il est temps que ces deux ministres se rendent compte que le logement est influencé par le marché des capitaux et que le marché des capitaux influence le logement.

● (1630)

C'est au cours du présent débat que le ministre d'État chargé des Affaires urbaines, a déclaré:

Il est clair qu'actuellement les marchés financiers sont soumis à de fortes demandes; ensuite, on constate une rareté de capitaux pour les nouvelles constructions résidentielles dans les catégories à bas et moyens revenus.

Ce n'est là rien de nouveau, madame l'Orateur. Effectivement, la demande est forte et les capitaux sont rares. Pourquoi? A mon avis, c'est parce que le ministre des